

La grande manœuvre : comment Hollande pousse secrètement Macron



François Hollande et Emmanuel Macron sur le perron de l'Élysée. - Crédits photo : AFP

Election présidentielle (<http://premium.lefigaro.fr/elections/presidentielles>) | Par Carl Meeus (#figp-author)

Mis à jour le 31/03/2017 à 11h53

ENQUÊTE - Ralliements de nombreux fidèles, amitiés élyséennes, accusations par Fillon de basses manœuvres politiques, l'ombre du président de la République est omniprésente dans la campagne du candidat d'En Marche !

Il faut arrêter cette farce qui consiste à faire croire que quand on a été au cœur de la machine on n'est responsable de rien. Emmanuel Macron est le candidat qui porte le bilan de François Hollande, il n'est pas frais et innocent.» Henri de Castries, ami et soutien de François Fillon, apprécie peu la façon dont le candidat d'En Marche! se défait de ses années de proximité avec le président de la République, car pour l'ancien patron d'AXA, les choses sont simples: «Emmanuel Macron est porteur du bilan, il faut qu'il l'assume sinon où est la vérité? L'héritage, c'est lui.»

Dans l'entourage de **François Fillon**

(<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/03/30/35003-20170330ARTFIG00090-francois-fillon-raille-les-vieilles-ficelles-utilisees-par-emmanuel-hollande.php>), on est persuadé que l'Élysée aide discrètement mais sûrement l'ancien secrétaire général adjoint de **François Hollande**

(<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/03/29/35003-20170329ARTFIG00012-l-apres-elysee-selon-hollande.php>). S'il prend soin pour le moment, publiquement, de ne pas faire connaître son choix, le chef de l'Etat n'a jamais critiqué sévèrement son ancien collaborateur. Dans le même sens, Emmanuel Macron s'est toujours gardé, malgré les relances nombreuses des journalistes, d'exprimer un mot

de travers sur son ancien patron. Et si l'Elysée a pu raconter que François Hollande s'était senti «trahi» par sa démission du gouvernement en août 2016 pour lancer sa candidature présidentielle, depuis, l'impression qu'il le couve, voire l'aide, domine.



Jean-Yves Le Drian et Emmanuel Macron, à l'Assemblée nationale. - Crédits photo : RGA/REA

Déjà, nombre de proches de François Hollande ont pris fait et cause pour lui. (<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/03/10/35003-20170310ARTFIG00138-hamon-macron-qui-soutiennent-les-tenors-de-la-gauche.php>)

De Bernard Poignant, conseiller du Président, qui a pris soin de démissionner de ses fonctions avant d'annoncer son ralliement, à **Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, (<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/03/24/35003-20170324ARTFIG00047-jean-yves-le-drian-soutient-emmanuel-macron-mais-reste-socialiste.php>)** sans oublier l'avocat Jean-Pierre Mignard. Des transfuges de poids dans la Hollande! Jean-Yves Le Drian est un des plus vieux compagnons de route de François Hollande. Un de ceux qui a créé, avec Hollande et Mignard, les fameux transcourants du PS dans les années 80. Celui qui accueillait les clubs Témoin présidés par Hollande dans sa ville de Lorient. A l'Elysée, Emmanuel Macron peut compter sur deux «amis proches». Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire général du Palais. L'homme qui l'a présenté à François Hollande et qui a veillé sur son ascension. Gaspard Gantzer, le conseiller à la communication, qui est un condisciple de l'ENA. Les deux hommes sont de la même promo.

« J'étais convaincu que [Hollande] était l'homme de la situation après cinq ans de sarkozysme. »

Emmanuel Macron

François Hollande a repris la même tactique qu'il avait utilisée en 2006 quand Ségolène Royal s'est portée candidate à la primaire. Emmanuel Macron, comme Ségolène Royal, annonce sa candidature en grillant la politesse à François Hollande. Mais au lieu de torpiller son concurrent, celui-ci va contribuer à l'aider. En 2006, il demande à ses proches, Julien Dray, François Rebsamen, d'aider Ségolène Royal dans sa campagne interne face à ses adversaires Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius. Il ne décourage pas ceux de ses amis qui sont tentés de la rejoindre dans son aventure, voire les encourage. S'il garde un espoir de pouvoir se présenter en tant que premier secrétaire du PS, il contribue en réalité à renforcer la candidature de Ségolène Royal. Il se produit la même chose dix ans plus tard. Quand Emmanuel Macron est nommé ministre, François Hollande demande à Julien Dray de l'aider. Les deux hommes se voient souvent et l'ancien député de l'Essonne lui prodigue ses conseils avant de prendre du recul face à l'ambition personnelle qu'il décèle chez le ministre. Les observateurs notent que le Président est très attentif à tout ce que fait son protégé. Il lui parle souvent, le prend à part après les Conseils des ministres, l'emmène dans sa voiture. Quand Emmanuel Macron lance sa candidature, François Hollande ne retient pas ses fidèles et les laisse déclarer leur flamme au favori des sondages, quand bien même celui-ci l'empêche de se représenter. Logique finalement que Hollande finisse par avouer: «Emmanuel Macron, c'est moi.» Comme l'analyse un proche de François Fillon: «Dans la Hollande, l'élection de Macron est un moyen de prolonger sa vie professionnelle.»

Les liens entre les deux hommes sont à la fois anciens et forts. Emmanuel Macron fait très tôt le choix de François Hollande. Alors même qu'il n'est pas en position de force dans les sondages pour la primaire du PS en 2011. Comme Macron l'admettra plus tard: «J'étais convaincu que c'était l'homme de la situation après cinq ans de sarkozysme.» Le candidat apprécie. Il n'est pas le favori des sondages, une partie des élites se détourne de lui et n'a d'yeux que pour Dominique Strauss-Kahn. Qu'un jeune homme surdiplômé, ambitieux, à l'esprit vif et rapide, lui propose ses services, c'est une aubaine! Emmanuel Macron se voit notamment confier la coordination de l'activité du groupe d'économistes qui planchent sur le programme du candidat. A ce titre son rôle est essentiel. Henri de Castries se souvient d'ailleurs parfaitement de ce jour de 2012 où l'Institut Montaigne a reçu, pendant la campagne, les deux responsables du projet de François Hollande, Jérôme Cahuzac et Emmanuel Macron. «Emmanuel Macron n'était pas le moins vigoureux pour défendre le programme de hausses d'impôts! Il nous expliquait que le choc fiscal n'entraverait pas la croissance.» Les deux hommes se revoient notamment en octobre de la même année à un déjeuner à l'Inspection des finances. Emmanuel Macron est devenu secrétaire général adjoint de l'Elysée et, à ce titre, est en charge de la politique économique. Henri de Castries le met en garde contre une augmentation excessive de l'impôt sur le revenu des ménages. A nouveau, le jeune inspecteur des Finances lui explique «les bienfaits d'un tel choc». «Il défendait avec conviction et brio les mesures de

Hollande.» Pourtant, il ne faudra pas attendre un an avant que le patron de Bercy de l'époque, Pierre Moscovici, évoque le «ras-le-bol fiscal» des Français. Un «ras-le-bol» qui trouvera sa traduction dans les élections municipales suivantes, marquées par la déroute du Parti socialiste, qui perdra nombre de ses bastions.

Macron, « pièce maîtresse dans le dispositif »

Il faut reprendre les articles de presse du début du quinquennat pour bien comprendre le rôle qu'Emmanuel Macron joue auprès de François Hollande à l'Elysée. A ce moment-là, il ne cherche pas à s'en détacher publiquement, bien au contraire. L'expression qui revient le plus souvent pour décrire son influence, c'est «pièce maîtresse dans le dispositif». Nommé secrétaire général adjoint de l'Elysée à 34 ans, le jeune énarque a la haute main sur la politique économique du Président. L'Obs raconte dans un article daté du 28 février 2013 comment le jeune homme prend à son compte les décisions élyséennes: «Emmanuel Macron est catégorique, la politique économique de la France se décide à l'Elysée. Et lui, le secrétaire général adjoint de la présidence chargé de préparer les sommets européens et les G20, en est le premier initié. Il suffit pour s'en convaincre de l'entendre, lors d'un point de presse off, dont Bercy ne savait rien, évoquer les grands axes de la stratégie budgétaire. Macron parle en son nom. Macron dit “je”. Macron se félicite qu'une “trajectoire de réduction du déficit structurel soit maintenue même si l'objectif nominal à 3 % ne sera pas réalisé dès 2013”. 2014 sera difficile? Qu'à cela ne tienne, le sherpa du Président se tient prêt à “incrémenter des efforts supplémentaires”.»

De quoi donner des arguments à la droite sur la proximité entre François Hollande et Emmanuel Macron. «Il y a six mois, Emmanuel Macron était dans le premier cercle de François Hollande», rappelle Christian Jacob. A droite, on n'a pas oublié qu'il n'y a pas si longtemps le jeune ministre cherchait une circonscription où il aurait pu se présenter avec l'étiquette du PS. François Hollande l'a aidé dans cette démarche en regardant si du côté d'Amiens, là où le jeune homme a fait ses études, il n'y aurait pas un siège libre. Emmanuel Macron a aussi été tenté par les Hautes-Pyrénées. La circonscription de Jean Glavany, une des meilleures pour le PS, aurait pu se libérer. Une terre électorale où il a aussi passé une partie de son enfance chez sa grand-mère adorée. Finalement, le jeune homme pressé a préféré créer son mouvement et viser directement l'Elysée plutôt que de passer par les étapes habituelles du parcours politique. Et faire mentir François Mitterrand qui avait donné ce conseil un jour à Philippe de Villiers: «En politique, il n'est jamais sage de brûler les étapes et de mener deux combats à la fois. C'est colline après

colline. On grimpe, puis on s'arrête. Et on souffle.» Emmanuel Macron n'a pas pris le temps de souffler pour créer En Marche! et tenter de faire exploser le système politique en se disant «ni de droite, ni de gauche». Et pourtant...

«Il est de gauche Macron, il a toujours été de gauche. Macron est authentiquement de gauche.» L'homme qui parle n'est autre que François Hollande. Il est en confiance. Il s'adresse aux deux journalistes du Monde, qui publieront plus tard leur livre Un président ne devrait pas dire ça... Mais pour le moment, le président de la République dit ce qu'il pense sincèrement de son ministre de l'Economie. A plusieurs reprises il assure qu'«Emmanuel Macron est un homme de gauche». «Sur le plan des valeurs et des principes, je n'ai pas de doute sur ses engagements de gauche», insiste le chef de l'Etat quand il reçoit ses interlocuteurs qui en arrivent à cette conclusion: «Le président de la République s'est totalement reconnu dans ce louveteau de la politique qu'il a fait ministre. Il lui a passé ses provocations, l'a rabroué gentiment lorsqu'il dépassait les limites comme un père indulgent le ferait avec son fils turbulent.»



La lecture des passages du livre «Bienvenue Place Beauvau» a conforté Fillon dans l'idée que l'Elysée avait œuvré en sous-main pour le déstabiliser. - Crédits photo : JEAN-SEBASTIEN EVRARD/AFP Photo

De là à l'aider activement dans cette élection présidentielle en utilisant des méthodes plus que douteuses? C'est l'intime conviction d'un grand nombre de personnalités autour de François Fillon. La sortie du livre des journalistes du Canard enchaîné, Bienvenue Place Beauvau a été l'élément qui a «fait sens». François Fillon avait peu de doutes sur l'origine malveillante de ses ennuis judiciaires. La lecture des passages de cet ouvrage sur les manœuvres élyséennes contre Nicolas Sarkozy puis Manuel Valls l'a conforté dans l'idée que l'Elysée avait œuvré en sous-main pour le déstabiliser lui aussi. Un des auteurs a d'ailleurs reconnu, après avoir réfuté l'existence d'un «cabinet noir contre François Fillon», que sous le quinquennat Hollande il y avait eu «une

instrumentalisation de la police à des fins politiques». L'opération semble avoir fonctionné car depuis que le parquet national financier s'est saisi de l'affaire et l'a mis en examen, le candidat des Républicains est empêché de mener sa campagne normalement et a dû céder dans les sondages sa deuxième place à Emmanuel Macron. Ses principaux lieutenants ont écrit lundi dernier au procureur de la République ainsi qu'au parquet national financier pour qu'ils ouvrent une enquête sur la douzaine d'infractions qu'ils ont recensées dans l'ouvrage. A la lecture du *Canard enchaîné* du 24 février, il n'avait pas fallu plus de quelques heures à **la présidente du PNF, Eliane Houlette**, (<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/02/07/01016-20170207ARTFIG00179-qui-est-eliane-houlette-la-superprocureur-financier-en-charge-de-l-affaire-fillon.php>) pour ouvrir une enquête... Autre élément troublant: l'absence de réaction du gouvernement face aux violations répétées du secret de l'instruction. Chez François Fillon, on trouve étonnant, et le mot est faible, que le garde des Sceaux n'ait pas ouvert une enquête après les publications dans la presse des éléments de l'enquête, à un moment où seules la police et la justice les détenaient.

Au-delà de leurs liens, ce qui rapproche Hollande et Macron c'est aussi le programme du candidat d'En Marche! «Macron a une approche corrézienne de la politique. Il fait du Hollande, regrette un chef d'entreprise. Il a l'air moderne, sexy, mais il contourne les problèmes. C'est du marketing.» «Le programme de Macron? C'est de la tisane qui ne règle aucune de nos difficultés, s'insurge Henri de Castries. Il y a du populisme chez Macron qui donne des frissons à la rive gauche de Paris car il est sympathique.» Et au fond pour la droite, c'est un homme sans véritables convictions. François Fillon n'a pas oublié qu'en 2007, au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy, Macron a failli travailler à Bercy au cabinet d'Eric Woerth, ministre du Budget. Mais surtout qu'en 2010, celui qui était Premier ministre aurait pu l'avoir sous ses ordres à Matignon. Le départ d'Antoine Gosset-Grainville oblige à rechercher un nouveau directeur adjoint de cabinet. Parmi les candidats retenus, Emmanuel Macron, repéré quand il était rapporteur de la commission Attali sur la libération de la croissance française en 2008. «Il était prêt à travailler pour François Fillon. Mais il ne voulait pas travailler avec Nicolas Sarkozy», se souvient un des protagonistes de cette histoire.

Démontrer les liens avec Hollande, débusquer les entourloupes, c'est ce que vont faire François Fillon et ses équipes dans les trois semaines qui restent d'ici au premier tour du scrutin. «Il faut dégonfler la baudruche pour retrouver de l'air, décrypte Christian Jacob. Il y a un côté Balladur de 1995 chez Macron. Sur le terrain on cherche ses électeurs, on ne les voit pas.» «Ce n'est pas parce qu'on a repeint la voiture et qu'on a changé la cylindrée qu'elle est plus fiable», explique Henri de Castries, qui ne voit dans le programme du candidat que du «Hollande ripoliné». Il se souvient des leçons de son grand-père (un des premiers condamnés à mort par Vichy en 1940) et de son père (qui

s'est battu corps à corps en Corée face aux Chinois): «Se battre pour ses idées en prenant des risques n'est jamais honteux. C'est l'inverse qui l'est: changer d'idées pour ne pas prendre de risques.»



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/carl-meeus>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/carl-meeus)

Carl Meeus (<http://plus.lefigaro.fr/page/carl-meeus>)

[Suivre \(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/1382158>\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/1382158)

Rédacteur en chef au Figaro Magazine
